

Session Plénière du 13 avril 2023

RAPPORT N° 23.02.04 Mettre en partage les enjeux de l'eau en région Centre-Val de Loire pour proposer une gestion collective d'un bien commun essentiel

Intervention de Thomas MÉNAGÉ

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Permettez-moi de revenir en quelques mots sur ce que nous avons vécu ce matin... Avant de revenir à cette communication.

Ø **Profondément choqué Président : police assemblée** / pas uniquement à la tribune / combattons fermement la réforme des retraites / mais ne mélangeons pas tout / d'accord avec ce qui est indiqué sur les panneaux

J'aimerais savoir si lors de la prochaine séance nous mettons des affiches de **Marine le Pen dans l'Assemblée / le groupe UDCI de M. Wauquiez / Le groupe CDRC de M. Macron ou Mme Borne, et nous verrons votre réaction. / Cesser trouble**

Ø **La situation du pays et de notre région appelle à du consensus** et à de la co-construction. Ce que nous faisons nous au RN en votant très largement les rapports qui vont dans le bon sens en défendant les habitants de notre région et pas notre chapelle. **Ce que vous reprochez au gouvernement de Mme Borne (le mépris, l'absence d'écoute et de respect de l'opposition) vous le faites en pire** ici dans cet hémicycle.

Ø Je vous invite donc à plus de cohérence.

Concernant la question de l'eau objet de cette communication et de l'organisation de ces Assises, le constat est unanime.

Nous vivons une période de changements climatiques et l'esprit de responsabilité invite les pouvoirs publics à se positionner sur les grands enjeux relatifs à la gestion de l'eau.

La situation que nous vivons chacun sur nos territoires respectifs ; les échanges que nous nourrissons avec les agriculteurs, les industriels, les professionnels de l'énergie, les élus locaux et plus globalement tous les citoyens participent à **la nécessaire prise de conscience de tout à chacun.**

Les projections, vous les savez, sont inquiétantes : en matières climatique, pluviométrique et thermique, les chiffres sont actuellement dans le rouge.

Pourtant, et c'est une évidence qu'il faut rappeler : **l'eau est une ressource majeure, un bien commun essentiel et vital.**

Permettez-moi de revenir rapidement, dans un premier temps, sur certaines directions de cette communication dont nous soutenons les grands principes... même si l'on débusque bien souvent, il

faut le dire, les excès d'une gauche extrême qui flirte à nouveau avec l'écologie punitive au détriment des entreprises et des classes populaires.

- Concernant la sobriété, nous sommes d'accord sur la nécessaire évolution de nos pratiques - mais cette sobriété doit être choisie et non subie. Le groupe Rassemblement national ne souhaite pas que sobriété rime avec décroissance et mort de nos industries notamment alimentaires, plasturgiques, métallurgiques ou encore énergétiques.

- En matière de désartificialisation des terres, là aussi nous ne pouvons qu'être d'accord sur le principe, notamment dans les grandes métropoles régionales, et tout spécialement sur la renaturation des zones des parkings. Mais nous refusons la mise en place du ZAN qui va mener à la mort de notre économie incapable d'accueillir sur notre territoire de nouvelles usines et donc de nouveaux emplois, ainsi qu'à la mort de nos villages incapables d'accueillir de nouveaux habitants et donc à pérenniser les écoles et les services dans nos zones rurales.

J'aimerais aussi vous alerter sur les manques importants de votre communication :

Vous semblez tout d'abord dénoncer la consommation d'eau des agriculteurs mais, chers collègues, en labourant leurs terres, ils ne se font pas plaisir (surtout que ça leur coûte cher d'irriguer).

Vous indiquez dans cette communication que **55 % de l'eau consommée en région Centre-Val de Loire est destinée à l'irrigation** soit 10 points de plus que dans les autres régions.

Certains y voient une tare, j'y vois plutôt la démonstration du **dynamisme** de notre agriculture régionale et participent à notre souveraineté alimentaire chaque jour compromise.

Aussi, face à l'urgence, **nous ne pouvons pas caricaturer l'utilité de la rétention d'eau.**

Alors je crois qu'il est temps d'arrêter avec les préjugés et les postures politicardes !

Ce sont ces discours radicaux, tenus par des partis politiques représentés à l'extrême-gauche de notre hémicycle, qui nourrissent les violences. Je pense bien sûr aux attaques perpétrées contre nos forces de l'ordre dans le cadre de la ZAD en place à Sainte Soline. Dans ce domaine, je tiens à ce que nous puissions tous témoigner notre soutien et notre solidarité à nos policiers et aux gendarmes face au déchainement de violence que nous avons pu voir.

Je considère votre **communication incohérente**, car vous ne pouvez pas indiquer que 90% des eaux d'irrigations sont issues de prélèvements souterrains tout en refusant de soutenir d'autres alternatives afin de les limiter, telles que les retenues collinaires.

Je me suis rendu il y a quelques jours à **Mormant-sur-Vernisson** sur ma circonscription pour découvrir en détail le fonctionnement de ces dispositifs avec les agriculteurs de mon territoire.

Je vous invite, chers collègues, à faire de même et vous verrez qu'une grande partie d'entre elles, collectent uniquement des eaux de drainage c'est à dire des eaux excédentaires issues des champs avoisinants, et ne viennent donc en aucun cas pomper dans des nappes pour s'approvisionner.

Aussi, elles assurent aux forces de sécurité civile un stock d'eau directement disponible en cas, par exemple, d'incendie pour lesquels la sécheresse augmente fortement les risques vous le savez.

Enfin, quand il s'agit d'eau de drainage elles permettent de plus d'éviter que des eaux potentiellement chargées de résidus de produits phytosanitaires n'aillent dans les rivières et dans les nappes mais puissent être réutilisés pour l'agriculture directement.

A titre d'information, l'Espagne capte 20% des eaux de pluie qu'en nous n'en captions que 1,7%, et cela alors même que la quantité d'eau de pluie est en France 2 fois supérieure à celle de nos voisins espagnols...

Mais au-delà de ces eaux de drainages, nous défendons des **prélèvements ponctuels** et encadrés dans certaines rivières notamment les affluents de la Seine comme le Loing qui sillonne mon territoire.

Prélever en période hivernale ces excédents aurait le double-mérite de stocker de l'eau pour nos cultures et de limiter les risques de crues en cas de forts épisodes de pluie. ***Vous avez à juste titre parlé des crues de 2016 Monsieur le Président.***

Certains idéologues refusent cette possibilité aux agriculteurs tout en étant bien content de trouver leurs champs à inonder en période de crues dans le cadre des zones d'expansion des crues.

Comme l'indique la **Délégation à la prospective du Sénat dans un rapport d'information du 24 novembre 2022**, je cite, « une gestion durable de l'eau passe par le fait de reconstituer les stocks d'une année sur l'autre et de ne pas puiser structurellement plus que l'alimentation annuelle des réserves souterraines et de surface par les pluies, en maîtrisant le cycle de stockage/déstockage de l'eau sur les quatre saisons de l'année ».

L'exécutif régional doit s'inspirer de cette recommandation qui préconise la construction de nouvelles retenues d'eau ainsi que l'innovation dans la réutilisation des eaux usées traitées.

En effet, là encore en matière de réutilisation des eaux usées, la communication manque d'ambition.

Nous devons être plus attentif au recyclage des eaux, aux moyens techniques permettant leur réutilisation, et aux infrastructures qui seront nécessaires pour les assainir.

C'est par la science et la recherche que nous trouverons des solutions aux maux que nous connaissons actuellement et non par la décroissance et la souffrance des populations.

Les régions côtières doivent donc développer les techniques de désalinisation, mais pour notre région dépourvue d'accès à la mer nous nous devons de nous orienter vers la réutilisation et le traitement de ces eaux grises.

Pourtant, je vous trouve là encore bien silencieux dans cette communication.

Je souhaite revenir sur le nucléaire, que vous refusez toujours par idéologie pour certains dans cette assemblée.

Anti-nucléaire, anti-retendue d'eau, anti-progrès technique, vous condamnez donc notre région et notre pays à l'immobilisme quand nous défendons nous au Rassemblement national un modèle tourné vers demain, un projet qui repose sur le progrès.

Notre groupe défend évidemment, avec constance, le nucléaire, seule voie existante actuellement pour une énergie abondante, peu coûteuse, et décarbonée.

Et je saisis l'occasion pour rappeler que, **contrairement aux fausses informations que les écologistes politiques véhiculent sciemment**, NON les centrales nucléaires ne consomment pas excessivement d'eau. Pour nuire à notre filière nucléaire, certains manipulent les chiffres puisqu'ils utilisent la quantité prélevée et non la quantité réellement consommée, qui elle est très faible notamment compte tenu du fait que l'eau une fois utilisée pour le refroidissement retourne pour son extrême majorité dans son milieu d'origine.

Enfin, dans cette communication, je tiens le silence en matière de réseau d'adduction d'eau potable.

En effet, le rendement moyen des réseaux de distribution d'eaux potables est de seulement 80%.
Ainsi 1 litre sur 5 disparaît dans les canalisations du fait de la vétusté de nos réseaux d'eau potable.

Le soutien aux collectivités en charge de ces réseaux et de leur entretien permettrait une économie d'eau non négligeable. Cette déperdition représente « l'équivalent de la consommation annuelle d'environ 18 millions d'habitants », soit plus de 1 milliard de m³ par an.

Plus généralement, le groupe Rassemblement national conteste votre vision punitive de l'écologie que vous semblez vouloir développer là encore en matière d'eau avec le souhaiter de développer l'augmentation du prix du M3 en fonction de la consommation.

Dans cette communication, on ne trouve ainsi que **peu de pistes mais beaucoup des lubies bien connues des écologistes des plateaux TV notamment sur les piscines individuelles et plus globalement la volonté de culpabiliser les Français.**

Cette culpabilisation vise notamment les plus modestes que l'on incrimine du simple fait d'avoir une piscine souvent en kit ... car oui pour certains il s'agira du seul loisir de l'été car une majorité d'entre eux n'ont aujourd'hui pas les moyens de partir en vacances à la mer.

Rien sur le stockage des eaux, rien sur les eaux usées, rien sur de potentiels nouveaux barrage hydro-électricité, rien sur l'entretien des réseaux de distribution d'eau potable....

Ce document n'a donc pour seul objectif de prendre acte de la gravité de la situation, que nous partageons, et du nécessaire développement d'un nouveau modèle de gestion de l'eau, dans notre région et plus globalement en France.

Vous avez fait la moitié du chemin, c'est déjà ça. Et nous vous avons donné certaines pistes en vue des Assises de l'eau.

Mais que les habitants de la région se rassurent : face à l'éco-dogmatisme, ils peuvent compter sur leurs élus régionaux et surtout nationaux du Rassemblement National pour défendre une position d'équilibre et de bon sens, dans l'opposition aujourd'hui, et aux responsabilités demain.

Je vous remercie.